

## Circulation

# La droite fait voter Genève sur la grande traversée

L'initiative lancée par l'Entente et les milieux économiques a abouti. Les initiants espèrent s'appuyer sur la volonté populaire pour faire pression sur la Confédération, de qui tout dépend

## L'essentiel

- **Initiative** La droite et les milieux économiques ont récolté 11 700 signatures pour leur initiative en faveur d'une traversée du lac. Les Genevois voteront d'ici à une année.
- **Traversée** Le texte réclame une grande traversée autoroutière, sans préciser de projet concret.
- **Pression** La démarche consiste à faire pression sur la Confédération, responsable des routes nationales.

## Christian Bernet

Les Genevois en prennent l'habitude. Après avoir voté sur une traversée de la rade et l'avoir sèchement refusée le 28 septembre 2014, ils revoteront, mais cette fois sur une traversée du lac. Compentez un ouvrage plus en amont dans le Léman. Une initiative vient en effet d'aboutir, avec 11 700 paragraphes. «Voilà une nouvelle année qui commence bien», s'est réjoui hier matin Alain-Dominique Mauris, président du Parti libéral-radical (PLR), lors d'une conférence de presse tenue au Café de la Fumisterie, aux Acacias. De là, les signatures ont été apportées à pied au Service des votations. Les Genevois pourraient voter dans un an, selon les initiants. Et enjamiser le lac en 2030, selon les mêmes promoteurs.

Ce texte a été lancé à l'automne par le PLR, son cousin le PDC et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). Il visait à couper l'harpe sous le pied de l'autre traversée, celle de la rade, défendue par l'UDC et le MCG. Depuis, les initiants ont été rejoints par les lobbys automobilistes (TCS et ACS), la Fédération des entreprises romandes (FER) ainsi que les Partis Vert-Libéraux et Pirate. Un front large doté d'une grosse force de frappe.

## «Désengorger le centre»

«Cette traversée va désengorger le centre en attirant le trafic à l'extérieur», a indiqué Alain-Dominique Mauris. Pour Nathalie Hardyn, de la CCI, «il est temps que Genève rattrape son retard. La demande en mobilité va augmenter de 30% d'ici à 2030 et les transports publics ne pourront pas l'absorber. Genève enregistre 270 jours de bouchons par an.» «Qu'on soit de droite ou de gauche, on ne peut pas nier ce problème et dire que tout le monde va aller à vélo», a renchéri Daniel Zaugg, député PLR. «C'est un projet pour mieux vivre à Genève», a trouvé Sébastien Desfayes, président du PDC.

Mais de quoi parle-t-on? Ce n'est pas très précis. L'initiative se borne à préconiser une «traversée du lac permettant l'achèvement du contournement de Genève». Elle stipule «qu'un partenariat avec le secteur privé est envisagé» pour son financement. Enfin, elle évoque «des mesures d'accompagnement» dans les domaines des transports publics ou de l'aménagement des rives avec les communes concernées. «Nous voulons un vote sur le principe d'une traversée, explique Alain-Dominique Mauris. Nous



À pied, du Café de la Fumisterie au Service des votations, de g. à dr.: Alain-Dominique Mauris, Daniel Zaugg, Sébastien Desfayes et Nathalie Hardyn. OLIVIER VERDILSANO

## Le tracé pour franchir le lac Léman



proposons un projet général qui rassemble et n'avons pas voulu aller dans le détail qui divise.»

De fait, les initiants s'appuient sur un projet du Conseil d'Etat, présenté déjà en 2011. Il relierait le Vengeron à la Pallantrie, avec une extension en France (voir ci-contre). Il en coûterait entre 2,8 et 3,3 milliards de francs. L'Etat envisage de faire appel au privé pour payer l'ouvrage. Le choix entre le tunnel et le pont n'est pas tranché.

## Faire pression à Berne

Comme il s'agit d'une autoroute, c'est l'affaire de la Confédération. Et le projet doit trouver sa place parmi de multiples autres demandes. «Cette initiative permettra d'envoyer un message fort à Berne, relève Daniel Zaugg. Il obligera

tous nos parlementaires à parler d'une seule voix. Aujourd'hui, on nous dit souvent: mettez-vous d'abord d'accord à Genève, après on discutera.» Nathalie Hardyn espère même que Berne intégrera la traversée dans l'enveloppe financière quadriennale de 2016. «Si c'est le cas, nous pourrions réaliser l'ouvrage d'ici à une quinzaine d'années.»

Lire notre dossier sur [www.traverselac.ch](http://www.traverselac.ch)

Lire l'éditorial en page une: «Bouchons la bouche!»

## Réactions mitigées des élus genevois à Berne

● Nos élus à Berne réagissent de diverses manières à l'initiative pour une traversée du lac. Le PLR Hugues Hiltbold n'y voit que du bien, mais ne croit pas au calendrier qui verrait l'ouvrage intégré dans l'enveloppe financière en 2016. «C'est bien d'être ambitieux mais ce délai est à oublier, note le conseiller national. Doris Leuthard l'a déjà dit. Ce sera au mieux en 2020 que nous pourrions intégrer le projet. Il faut être réaliste.»

Roger Golay, conseiller national MCG, soutient l'initiative même si elle présente des risques. «C'est à double tranchant. Il faudra que les Genevois la soutiennent à 65% pour montrer une vraie unité. Même à 51%, ce serait une catastrophe.»

Le Vert Robert Cramer, conseiller aux Etats, ne soutient pas le projet et voit dans l'initiative une erreur tactique. «Elle est contre-productive. La Confédération a décidé de réaliser une troisième voie sur l'autoroute de contournement. C'est acquis sur le principe, mais le financement n'est pas assuré. Cette initiative va brouiller le message à Berne. Certains diront que Genève n'arrive pas à se décider et en profiteront pour nous retirer le financement de la troisième voie.» Il rappelle que la Confédération a examiné des variantes pour délester Genève, y compris la traversée du lac. «Elle a conclu que l'élargissement de l'autoroute est la meilleure solution.» A l'UDC, Cécile Amaudruz se dit

prête à se battre pour le projet. Mais au sein de son parti, à Genève, on se rappelle que l'initiative visait à combattre le projet qu'il défendait, à savoir la traversée de la rade. «Le projet, pour l'heure, est flou et l'UDC est opposée à tout péage», lâche Eric Bertinat, élu en Ville et membre du comité directeur.

A gauche, sans surprise, on est contre. «Le projet coûtera plus de trois milliards, note Thomas Wenger, député socialiste. Où va-t-on les trouver? Berne a dit de toute façon qu'il ne le financera pas car la Rive gauche n'est pas assez urbanisée. Et ce n'est pas près de changer. Enfin, il ne faut pas oublier les conséquences d'un tel ouvrage sur l'environnement et le paysage. Il faudra voter en connaissance de cause.» C.B.

## Un péage à 8 francs

L'initiative ne présente pas de projet concret. Mais elle s'appuie sur les études réalisées par le Conseil d'Etat. Ce dernier a rendu un rapport au mois d'octobre dans lequel il envisage de financer par lui-même le projet sans attendre la décision de Berne, quitte à se faire rembourser plus tard. Dans cette approche, il prévoit aussi de faire appel à des privés pour payer l'ouvrage et d'installer un péage dont le montant idéal serait de 8 francs. Ce rapport montre pourtant que la participation de privés coûte jusqu'à quatre fois plus cher à l'Etat au bout de la période d'amortissement de quarante ans. Raison pour laquelle il préconise que l'Etat mette la main au porte-monnaie de manière significative, voire totale. C.B.